



# CADEAUX AU PATRONAT, AUSTÉRITÉ POUR NOUS TOUS !

F. Hollande et son gouvernement avaient promis le " changement ". Six mois plus tard, ou en est-on ? S'il y a eu " changement " c'est pour les patrons et autres " pigeons " auxquels le gouvernement fait cadeaux sur cadeaux... Mais pour les salariés, et en particulier pour nous, travaillant dans la santé, le changement a le goût amer de la continuité : salaires en berne, effectifs insuffisants, précarité de l'emploi, souffrance au travail, pas l'ombre d'une amélioration, et 2013 ne s'annonce pas mieux !

En 2012 le gouvernement a offert un cadeau de 20 milliards d'euros au patronat avec son « pacte de compétitivité ».

L'accord signé en janvier 2013 par la CGC-CFE, la CFTC et la CFTD et le MEDEF aura pour conséquence des reculs fondamentaux contre le droit du travail. Il institutionnalise la précarité par la généralisation des contrats à durée indéterminée intermittents et des contrats de projets, instaure la flexibilité en généralisant la mobilité, la flexibilité des horaires et des salaires.

- « La généralisation de l'accès aux complémentaires santé » prévue dans cet accord entérine un recul de la Sécurité sociale au profit des assurances privées et des mutuelles ». Pour ne pas s'arrêter en si mauvais chemin, J.M. Ayrault prépare une nouvelle réforme afin que « le financement de la protection sociale pèse moins sur le travail et plus juste dans la répartition des efforts demandés à chacun ». Cet effort consiste à nous faire payer à la place du patronat les cotisations sociales (la part patronale des cotisations de la protection sociale se montait en 2011 à 250 milliards d'euros).

Conséquences :

- De nouvelles diminutions de prestations de la branche maladie de la Sécu alors que les remboursements ont déjà fortement diminué en raison notamment des franchises, de l'accroissement du forfait hospitalier, des dépassements d'honoraires

- De nouvelles attaques sur nos retraites. Dès février vont s'ouvrir « des discussions ». F. Hollande s'est déclaré favorable à une réforme du système. Le montant des retraites pourrait être calculé par point, la valeur du point pouvant varier, donc diminuer chaque année.

- Moins de ressources pour les hôpitaux, de nouvelles restructurations avec des fermetures de lits et d'hôpitaux, encore plus de suppressions d'emplois, encore plus de souffrance pour le personnel de la santé.

Une enquête réalisée il y a un an montre que 71 % des personnes interrogées affirmaient que le travail avait un effet négatif sur leur santé. 41 % d'entre elles se plaignaient de douleurs musculaires et 20 % de problèmes de sommeil. La tarification à l'activité a en effet dégradé les conditions de travail. L'objectif ce n'est plus le soin, mais la rentabilité de l'acte. La durée de séjour des patients a nettement diminué, un temps qui ne permet pas aux soignants d'être à l'écoute du patient. La qualité du service et la sécurité des soins sont désormais opposées.

Aujourd'hui en France, tous secteurs d'activité confondus, il y a environ 300 suicides par an qui pourraient être liés au travail. Le secteur de santé n'est pas en reste.

Pour les patients l'accès aux soins sera encore plus difficile. L'exemple récent d'une femme qui a accouché sur l'autoroute A20, en cherchant à rejoindre la maternité de Brive ne fait que le confirmer. L'enfant n'a malheureusement pas survécu. Il existait jusqu'en 2009 une maternité à Figeac, plus proche pour cette famille... Les fermetures massives de centres d'IVG mettent aussi les femmes dans des situations insurmontables.

Pour le NPA, 2013 doit donc être l'année des mobilisations unitaires pour faire reculer ce gouvernement, le Medef et les classes dirigeantes.

## POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : [ecriture@npa2009.org](mailto:ecriture@npa2009.org)

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

- ✓ Il est urgent de construire une mobilisation unitaire luttant contre les reculs sociaux et imposant des mesures d'urgence : création d'emplois notamment dans la santé, arrêt des restructurations et fermetures, interdiction des licenciements, réduction et partage du temps de travail entre tous, remboursement des soins à 100 % par la sécu, retraite à 60 ans à 75% après 37,5 annuités maximum de cotisation...
- ✓ Il est urgent de construire une opposition unitaire à gauche de ce gouvernement et indépendante des partis gouvernementaux pour offrir un nouvel espoir à ceux qui n'attendent plus rien de ce gouvernement.

## **Mobilisation des cadres de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris.**

Le retard à la publication de leur nouvelle grille indiciaire et sa rétroactivité a été l'élément déclencheur avant qu'ils n'élargissent leurs revendications. Le 12 décembre en Assemblée Générale, 400 cadres ont comparé les rémunérations disparates de leurs gardes selon les établissements de l'AP-HP. Ils ont exprimé leur colère devant l'imposition d'un forfait de RTT pour compenser les nombreuses heures supplémentaires et également exprimé leur souffrance commune à « maltraiter » leurs équipes en sous-effectif.

La Direction de l'AP-HP consciente du rôle central des cadres, de la nécessité de s'appuyer sur leur adhésion pour mener les restructurations et craignant l'élargissement du conflit en raison de leur lien avec les équipes soignantes a accepté d'ouvrir des négociations... qui ont tourné court dès le 8 janvier. La Direction privilégie le forfait RTT qui exclu toute reconnaissance des heures supplémentaires et refuse d'envisager un forfait d'heures supplémentaires mensuelles pour tous les cadres. L'intersyndicale cadres a quitté la table des « négociations ». Rien n'est réglé: le 15 janvier, en AG plus d'une centaine d'entre eux ont décidé de reprendre l'initiative. Action à venir...

## **Contre la privatisation de la santé, l'exemple des luttes en Espagne**

Depuis 2 mois professionnels du secteur de la santé, usagers et citoyens de la région de Madrid luttent ensemble pour défendre la santé. Ils refusent le « plan de durabilité du système de santé public », proposé par le gouvernement régional de Madrid dans le cadre des propositions de budget pour 2013, qui n'est ni plus ni moins que la privatisation de la santé. Ce plan prévoit l'externalisation de la gestion de 6 hôpitaux et 27 centres de santé, la transformation (2) et la fermeture (1) d'hôpitaux, la centralisation des labos dans 4 hôpitaux, l'instauration d'une taxe de 1 euro par prescription. Les syndicats chiffrent les pertes à 7000 dans le secteur. Les mobilisations ont commencé après l'annonce de ce plan et se sont propagées dans les hôpitaux et centres de santé de la communauté de Madrid, prenant différentes formes: sit-in, rassemblement des professionnels de la santé devant les hôpitaux pour informer les usagers et les citoyens, chaînes humaines autour des endroits menacés, flashmob, grève de la faim, pétition pour la défense de la santé publique (plus d'1 millions de signatures) et manifestations. Les rues du centre de Madrid ont ainsi vu déferler à quatre reprises une véritable « marea blanca » scandant le slogan: « la sanidad publica no se vende, se defiende ». Pour la première fois dans l'histoire de la santé publique madrilène l'ensemble des professionnels de la santé ont donné leur accord pour appeler à la grève générale qui a eu lieu les 26 et 27 novembre et les 4, 5, 19 et 20 décembre en parallèle de la grève illimitée des médecins du lundi au jeudi durant 5 semaines. Véritable succès avec une participation allant de 75 à 90% en fonction des jours selon les syndicats, beaucoup moins selon le ministère de la santé.

Malgré les protestations, les propositions du gouvernement ont été adoptées, la grève illimitée des médecins s'est arrêtée le 28 décembre, mais les organisations ont fait savoir qu'elles n'hésiteraient pas à appeler à de nouvelles grèves et qu'elles continuent de réfléchir à d'autres moyens de lutter. Une nouvelle marée blanche est en train d'être organisée.

## **Les vieux ne sont pas des marchandises !**

L'expulsion récente d'une personne âgée de 94 ans de sa maison de retraite privée à la suite d'un impayé de 40 000 € a suscité une vive émotion qui a conduit la direction de l'établissement à le regretter « vivement » et à prétendre être « attaché aux notions de valeurs humaines »!

Ce cas révoltant pose le problème de la prise en charge des personnes âgées dans notre société. Leur situation a été dégradée par les politiques des différents gouvernements, les baisses des pensions de retraites, les attaques des services publics... Les pensions de retraites s'élèvent en effet à 1000€ par mois en moyenne pour les femmes et 1500 €, tandis que le coût moyen d'un séjour est de 2000 €!

Sarkozy avait promis une réforme sur la dépendance des personnes âgées. Loin de permettre aux personnes âgées de subvenir à leurs besoins, elle prévoyait, entre autres, de rendre obligatoire la souscription à partir de 50 ans à une assurance privée « perte d'autonomie ». Au nom du soi disant déficit de la Sécu, il s'agissait de faire payer la population et de faire des cadeaux aux assurances privées. Hollande a reporté la réforme à 2013 ou 2014. Si elle a lieu une des pistes serait de la financer par une augmentation de la CSG (Contribution sociale généralisée déjà payée à 85 % par les salariés). C'est une autre façon de faire payer la population. La souscription obligatoire à une assurance privée n'est pas non plus exclue. La prise en charge des personnes âgées devraient être assurée par un service public et non par des établissements privés qui considèrent la vieillesse comme un secteur marchand qui doit être rentable!

Comme pour les retraites, la maladie, la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées est une question de répartition des richesses! Elle devrait être assurée à 100% par la Sécurité sociale financée entièrement par la part patronale des cotisations. Or, la volonté des patrons de se débarrasser du paiement de leurs cotisations montre l'enjeu du combat que nous avons à mener.